

## MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES  
PARTICULIERES  
COMMUN A TOUS LES LOTS  
(CCAP)  
N° DIRN-AC-JDC-2024/2028 du 20/12/2023**

### ***L'acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage***

Madame la Directrice Interdépartementale des Routes Nord

### ***Représentant du Maître d'ouvrage (RMO)***

Madame la Directrice Interdépartementale des Routes Nord par arrêté du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers, préfet de la région Hauts-de-France, préfet du Nord par délégation du 28 Mars 2024.

### ***Objet du marché***

Remplacement et réparation des joints de chaussée et de trottoir sur ouvrages d'art

### ***Remise des offres***

Date et heure limite de réception : 23/01/2025 à 12h00  
(heure locale de l'adresse du RMO)

Le présent CCAP comporte \_\_\_\_ annexe(s).

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

## SOMMAIRE

Pages

## Table des matières

<b>ARTICLE PREMIER. OBJET ET DISPOSITIONS GENERALES.....</b>	<b>4</b>
1-1. Objet du marché.....	
1-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications.....	<b>4</b>
1-3. Maîtrise d'œuvre .....	
1-4. Passation des commandes .....	
1-5. Décomposition en tranches et en lots.....	7
1-6. Désignation de sous-traitants en cours de marché.....	8
1-7. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS).....	
1-8. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel.....	8
1-9. Dispositions générales.....	9
1-10. Clauses sociales et environnementales	
1-11. Ordres de service.....	13
1-12. Propriété intellectuelle.....	13
<b>ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES.....</b>	<b>14</b>
3-1. Tranche(s) optionnelle(s).....	14
3-2. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes.....	14
3-3. Variation dans les prix.....	18
3-4. Modalités particulières de paiement.....	19
3-5. Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives.....	20
3-6. Augmentation du montant des travaux.....	20
<b>ARTICLE 4. DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES .....</b>	<b>20</b>
4-1. Durée du marché et délais d'exécution.....	20
4-2. Prolongation des délais d'exécution propres aux différents lots.....	21
4-3. Pénalités pour retard d'exécution - Primes d'avance.....	21
4-4. Autres pénalités.....	21
4-5. Interventions urgentes.....	25
<b>ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETÉ.....</b>	<b>26</b>
5-1. Retenue de garantie.....	26
5-2. Avances.....	26
<b>ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS.....</b>	<b>27</b>

6-1. Provenance des matériaux et produits.....	27
6-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt.....	27
6-3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits.....	27
6-4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage.....	28
<b>ARTICLE 7. réalisation des travaux à proximité des réseaux et IMPLANTATION DES OUVRAGES</b> .....	<b>28</b>
7-1. Déclaration d'intention de commencer les travaux.....	28
7-2. Autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR).....	28
7-3. Réalisation des travaux à proximité de réseaux.....	28
7-4. Piquetage général.....	29
7-5. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés.....	29
<b>ARTICLE 8. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX</b> .....	<b>29</b>
8-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	29
8-2. Etudes d'exécution des ouvrages.....	30
8-3. Echantillons - Notices techniques - Procès verbal d'agrément.....	30
8-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers.....	30
8-5. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé.....	33
8-6. Registre de chantier.....	33
8-7. Prescription pour la rédaction du SOSED.....	33
<b>ARTICLE 9. CONTROLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX</b> .....	<b>33</b>
9-1. Vérification des matériaux et produits - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux.....	33
9-2. Réception.....	34
9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage.....	34
9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages.....	34
9-5. Documents fournis après exécution.....	34
9-6. Délai de garantie.....	35
9-7. Garanties particulières.....	35
<b>ARTICLE 10. RESILIATION</b> .....	<b>36</b>
<b>ARTICLE 11. CLAUSE D'INSERTION PAR L'ÉCONOMIE</b> .....	<b>37</b>
11-1 Le principe.....	37
11-2. L'accompagnement de l'insertion.....	40
11-3. Modalités de contrôle.....	41
11-4. L'insertion à l'issue du marché.....	42
<b>ARTICLE 12. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX</b> .....	<b>43</b>

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

*Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.*

*Il est régi par le CCAG travaux (Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux).*

### **ARTICLE PREMIER. OBJET ET DISPOSITIONS GENERALES**

#### **1-1. Objet du marché**

Les prestations relèvent de la catégorie 3 au sens de l'article R. 4532-1 du code du travail.

Elles concernent :

le remplacement et la réparation des joints de chaussée et de trottoir sur ouvrages d'art

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants :

le réseau routier national non concédé géré par la DIR Nord est composé des 5 districts suivants :

- district Lille ;
- district Amiens Valenciennes ;
- district Littoral ;
- district Laon ;
- district Reims Ardennes.

Les prestations font l'objet d'un accord-cadre à bons de commande conformément aux dispositions des articles L. 2125-1 1° et R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du CCP.

#### **1-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications**

##### **1-2.1. Représentation de l'acheteur pour l'exécution du marché**

Pour l'exécution du marché, le maître d'ouvrage est représenté, sous réserve de changement ultérieur, par :

Les chefs de l'Arrondissement Gestion de la Route (Ouest ou Est) ou leurs représentants, le chef du Service Politiques et Techniques (SPT) ou son représentant, les chefs des Services d'Ingénierie Routière Ouest et Est ou leurs adjoints, ainsi que les chefs de district ou leurs adjoints, pour assumer les fonctions suivantes :

- La réception du contrat de sous-traitance et de ses avenants éventuels lorsqu'il en fait la demande (CCAG art. 3.6.1.5) ;
- La réception d'une copie de la caution personnelle et solidaire mentionnée à l'article

L. 2193-14 du CCP ( CCAG art. 3.6.2.4) ;

- La réception de l'acte donnant délégation pour paiement aux sous-traitants indirects (CCAG art. 3.6.2.6) ;
- La réception de la mise en demeure par le titulaire d'établir le décompte général (CCAG art. 12.4.2) ;
- La réception du décompte général (CCAG art. 12.4.4) ;
- L'écriture, le datage, la numérotation et la notification des ordres de service (CCAG art. 3.8.1) ;
- La réception des observations du titulaire aux ordres de service autres que celles relevant des fonctions de la Directrice Interdépartementale des Routes Nord (CCAG art. 3.8.2) ;
- La signature des ordres de service notifiant des prestations supplémentaires ou modificatives (CCAG art. 13.4) ;
- La notification des pénalités susceptibles d'être appliquées, et des décisions d'application (CCAG art 19.2.4) ;
- La communication des résultats des sondages pour le piquetage spécial (CCAG art. 27.3.1) ;
- La réception du plan de prévention ou du PPSPS dans le cadre de l'article L. 4532-9 du code du travail (CCAG art. 28.3) ;
- Signature et notification des bons de commande selon les seuils de délégation.

### **1-2.2. Forme des notifications :**

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse électronique du titulaire ( ou du mandataire du groupement) qui sera utilisée pour les notifications, est celle mentionnée dans l'acte d'engagement du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que l'adresse mail indiquée dans l'acte d'engagement du marché puisse assurer des échanges en temps réels.

La notification au titulaire des décisions ou informations de l'acheteur qui font courir un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les conditions suivantes :

a) Si la décision ou l'information fait courir un délai en mois ou en jours :

Dans ce cas, les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé de réception du titulaire dans les conditions définies à l'article 3.2.1 du CCAG. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel à la boîte [marches.sir-ouest.dirn@developpement-durable.gouv.fr](mailto:marches.sir-ouest.dirn@developpement-durable.gouv.fr) valant accusé de réception dans un délai qui ne devra pas excéder 24 heures. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée par télécopie et il sera réputé l'avoir reçu 24 heures après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du représentant du pouvoir adjudicateur.

b) Si la décision ou l'information fait courir un délai en heures :

Par dérogation à l'article 3.2.1 du CCAG, dans ce cas les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé de réception du titulaire. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel à la boîte [marches.sir-ouest.dirn@developpement-durable.gouv.fr](mailto:marches.sir-ouest.dirn@developpement-durable.gouv.fr) valant accusé de réception dans un délai

qui ne devra pas excéder 1 heure.

c) En utilisant les fonctionnalités de la plateforme de dématérialisation PLACE permettant l'envoi de courrier ou document par voie électronique avec avis de réception et horodatage des échanges. Par dérogation à l'article 3.2.1 du CCAG, dans ce cas, les délais commenceront dès réception de l'accusé de réception par le titulaire de l'échange électronique.

Par réciprocité, la notification au représentant du pouvoir adjudicateur ainsi qu'aux personnes désignées dans les pièces particulières ou générales du marché, des informations ou transmissions du titulaire qui font courir un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les mêmes conditions que celles décrites ci avant.

### **1-3. Maîtrise d'œuvre**

La fonction de maîtrise d'œuvre comprenant :

Les études d'avant projet (AVP) ;

Les études de projet (PRO) ;

L'assistance au maître de l'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT) ;

L'examen de la conformité au projet et le visa des études d'exécution réalisées par les entrepreneurs (VISA) ;

La direction de l'exécution des contrats de travaux (DET) ;

L'assistance au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la "Garantie de Parfait Achèvement" (AOR) ;

est assurée par :

la Direction Interdépartementale des Routes du Nord

Les attributions du maître d'œuvre sont déléguées :

- **aux chargés de projets du SIR :**
  - Initiative de la constatation ou satisfaction d'une demande de constatation présentée par le titulaire (art.11.2 du C.C.A.G.) ;
  - fixation de la date des constatations (art. 11.4 du C.C.A.G.) ;
  - rédaction et signature des constats (art. 11.4 du C.C.A.G.) ;
  - réception de la demande de paiement mensuelle (art.12.1.1 du C.C.A.G.) ou de la demande de paiement finale (art.12.3.2 du C.C.A.G.) ;
  - acceptation ou modification du projet de décompte mensuel (art.12.1.9 du C.C.A.G.) ;
  - établissement de l'acompte mensuel (art.12.2.1 du C.C.A.G.) ;
  - visa des documents d'exécution (art.28.2 et 29.1 du CCAG) ;
  - envoi des documents relatifs à la gestion de la qualité (art. 28.4 du C.C.A.G.) ;
  - prescription de mesures en cas d'urgence ou de danger (art. 31.4.4 du C.C.A.G.).
- **aux chargés de contrôle du SIR :**
  - Initiative de la constatation ou satisfaction d'une demande de constatation présentée par l'Entrepreneur (art.11.2 du C.C.A.G.) ;
  - fixation de la date des constatations (art. 11.4 du C.C.A.G.) ;
  - rédaction et signature des constats (art. 11.4 du C.C.A.G.) ;
  - prescription de mesures en cas d'urgence ou de danger (art.31.4.4 du C.C.A.G.).

#### **1-4. Passation des commandes**

Elles sont passées dans les conditions suivantes :

Les bons de commande pourront être adressés pendant les jours et heures ouvrables, du lundi 8 h. au vendredi 12 h, selon les modalités définies ci-dessus :

Chaque bon de commande précise :

- Les conditions d'exécution ;
- La durée et la date de commencement de la période de préparation ;
- La désignation et la nature des prestations ;
- La quantité commandée par prix ;
- Les prix unitaires et/ou forfaitaires ;
- Le montant par catégorie de produits ;
- Le montant de la commande hors taxe, le montant de la TVA et le montant TTC ;
- Le lieu d'exécution ;
- Le délai d'exécution des travaux ;
- Les documents à fournir après exécution et les modalités de leur remise ;
- La référence du marché ;
- Le numéro EJ ;
- Le numéro de SIRET État (110002001100044) ;
- Le numéro du Code service exécutant de la dépense (CGFB200059) ;
- Le nom et l'adresse du service de l'État bénéficiaire de la prestation ;

Le maître d'ouvrage confie au titulaire, pendant toute la durée du marché précisée à l'article 3-1 de l'acte d'engagement, l'exécution de la totalité des prestations ci-dessus définies, suivant commandes faites au fur et à mesure des besoins.

Dans le cas où la durée de la période de préparation fixée dans un bon de commande n'est pas de deux mois, il est dérogé à l'article 28.1 du CCAG.

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, le mandataire du groupement est solidaire, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage.

#### **1-5. Décomposition en tranches et en lots**

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

L'opération de travaux est allotie, les prestations portent sur 2 lots désignés ci-après qui sont traités par **marchés à lots séparés** :

Désignation des lots	
<b>Lot 1</b>	Joints mécaniques
<b>Lot 2</b>	Joints à revêtement amélioré

#### **1-6. Désignation de sous-traitants en cours de marché**

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R. 2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-9.4. ci-après.

L'accusé réception formel du titulaire et du sous-traitant lors de la notification de l'acte spécial

est exigé comme pièce justificative pour procéder au paiement des projets de décompte. L'ensemble des sous-traitants déclarés dans l'ordre doivent avoir été notifiés et accusés réception. Le délai de paiement d'un projet de décompte sera suspendu si tous les accusés réception des actes de sous-traitance notifiés avant la date de dépôt du décompte sur le portail Chorus pro n'ont pas été transmis au représentant du maître d'ouvrage.

### **1-7. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS)**

La mission de coordination en matière de SPS en phase de réalisation est assurée par :

Le titulaire du marché de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs du lot concerné par les remplacements ou réparations des joints de chaussée dont les futurs bons de commande feront l'objet, ou par une autre entreprise de coordination de sécurité le cas échéant.

désigné(e) dans le présent marché sous le nom de "coordonnateur SPS".

Le MOE indiquera au titulaire le nom du coordinateur de sécurité pour chaque commande.

### **1-8. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel**

#### **1-8-1 Obligation de confidentialité**

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par le maître d'ouvrage et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier. La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4.4.7 du présent CCAP

#### **1-8-2 RGPD (Règlement général sur la protection des données)**

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et le Maître d'ouvrage est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par le maître d'ouvrage ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter le Maître d'ouvrage afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4.4.8 du présent CCAP.



## **1-9. Dispositions générales**

### **1-9.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail**

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RMO, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RMO, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 50.3.1 du CCAG.

En application de l'article D. 8222-5 du code du travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de groupement, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D. 8254-2 à 5 du code du travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L. 5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D. 8254-2 à 5 du code du travail.

### **1-9.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés**

#### **1-9.2.1. Intervenants étrangers**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D. 8222-7 et 8 du code du travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D. 8254-2 à 5 du code du travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L. 5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. En application du décret n° 2017-825 du 5 mai 2017, cette liste est complétée, le cas échéant du numéro de la carte "dite carte BTP".

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D. 8254-2 à 5 du code du travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R. 2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ..... ayant pour objet .....

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L. 1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

#### 1-9.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

##### a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L. 1262-1-1 et R. 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

##### b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
  - les salariés détachés par ses soins,
  - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
  - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 50.3 du CCAG.

A défaut, tout manquement fera l'objet d'une pénalité dans les conditions définies à l'article 4-4.6.

### **1-9.3. Autres dispositions générales**

En complément de l'article 17.3 du CCAG, en cas de pertes, avaries ou dommages provoqués sur ses chantiers par un phénomène naturel qui n'était pas normalement prévisible ou en cas de force majeure, toute indemnisation du titulaire est en outre subordonnée à la preuve que les sommes réclamées n'ont fait l'objet, et ne pouvaient faire l'objet, d'aucun règlement au titulaire par son ou ses assureurs.

### **1-9.4. Responsabilités et Assurances**

#### **1-9.4.1 Responsabilités**

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. A ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du code civil.

#### **1-9.4.2 Assurances de responsabilité civile de droit commun**

Le(s) titulaire(s) et ses(leurs) sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

Les polices d'assurance doivent apporter pendant et après les travaux les minimums de garantie suivants, adaptés au risque de l'opération objet du marché :

- dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et/ou immatériels : 750 000 € par sinistre.

#### **1-9.4.3 Assurances de responsabilité civile décennale :**

Le(s) titulaire(s) du marché déclare(nt) avoir souscrit une police d'assurance de responsabilité décennale en état de validité au jour de l'ouverture du chantier le(s) garantissant pour les travaux confiés. Cette police comporte les garanties suivantes pour les montants suivants adaptés aux limites du marché de l'assurance :

- Garantie effondrement avant réception ;
- Responsabilité civile décennale y compris au profit des existants totalement incorporés et techniquement indivisibles ;
- Dommages immatériels consécutifs à sinistres engageant la responsabilité civile décennale du titulaire.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de souscrire un contrat collectif de responsabilité décennale.

#### **1-9.4.4 Dispositions communes**

Par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG, pour justifier l'ensemble de ces garanties, le(s) attributaire(s) du(es) marché(s) aura(ont) fourni une attestation avant la notification du marché, émanant de sa(leur) compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de ses(leurs) sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Pendant toute la durée de l'exécution de son(leur) marché, le(s) titulaire(s) adresse(nt) ces attestations au maître d'ouvrage dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure.

Sur simple demande du Maître d'Ouvrage, le(s) titulaire(s) justifie(nt), y compris pour ses(leurs) éventuels sous-traitants, qu'il(s) acquitte(nt) ses(leurs) primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc ... ) est notifiée au Maître d'Ouvrage.

Le(s) titulaire(s) mettant en œuvre des techniques non courantes s'engage(nt) à obtenir de son(leur) assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture d'un titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

## **1-10 Clauses sociales et environnementales**

### 1-10.1. Clauses sociales pour les lots n° 1 et 2

Les conditions d'exécution des lots n° 1 et 2 comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable, en conciliant développement économique et progrès social.

Il s'agit de l'action d'insertion professionnelle des publics en difficulté décrite à l'article 11 ci-après qui fait l'objet d'un article dans l'acte d'engagement.

### 1-10.2. Clauses environnementales

Conformément à l'article 20.2 du CCAG, les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport, et la qualité environnementale des matériaux.

Les conditions d'exécution des marchés comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Un Schéma d'Organisation et de Suivi de l'Élimination des Déchets (SOSED) est demandé lors de la remise de et/ou des offre(s). Ce document comportera les informations suivantes :

- Les méthodes qui seront employées pour ne pas mélanger les différents déchets ;
- Les centres de stockages et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels seront acheminés les différents déchets ;
- Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui seront mis en œuvre pendant les travaux.

## **1-11 Ordres de service**

Conformément au 1-3.9 du présent CCAP, l'ordre de service est signé et notifié par le chef de l'Arrondissement Gestion de la Route (Ouest ou Est) ou son représentant, le chef du Service Politiques et Techniques (SPT) ou son représentant, les chefs des Services d'Ingénierie Routière Ouest et Est ou leurs adjoints, ainsi que les chefs de District ou leurs adjoints

Par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG, les réserves émises par le titulaire sur un ordre de

service seront exclusivement adressé au chef de l'Arrondissement Gestion de la Route (Ouest ou Est) ou son représentant, au chef du Service Politiques et Techniques (SPT) ou son représentant, aux chefs des Services d'Ingénierie Routière Ouest et Est ou leurs adjoints, ainsi qu'aux chefs de District ou leurs adjoints, sauf mention contraire au ~~1-3~~ **1-2.1**

## **1-12. Propriété intellectuelle**

Pour les prestations couvertes par des droits de propriété intellectuelle, les stipulations du chapitre 6 du CCAG s'appliquent.

## **ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes :

### **A – Pièces particulières**

- L'acte d'engagement du lot concerné et ses annexes éventuelles en particulier les actes spéciaux de sous-traitance, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RMO fait seul foi (**daté et signé par les représentants habilités des parties**) ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché
- Le présent CCAP et ses annexes éventuelles (dont la NESC), dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RMO fait seul foi, comprenant les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RMO fait seul foi, assorti des documents ci-après :
  - plans du réseau routier et autoroutier correspondant à chacun des districts.
- Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) ;
- Le Schéma d'Organisation et de Suivi de l'Élimination des Déchets de Chantier (SOSED) ;
- Le bordereau des prix pour chaque lot ;
- Les bons de commande émis au titre du présent marché ;
- L'offre technique du titulaire.

### **B – Pièces générales**

- Le CCAG applicable aux marchés publics de travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié.
- Les documents cités dans le répertoire des textes et documents techniques essentiels relatifs aux ouvrages d'art édité par le CEREMA, dont le guide technique intitulé « Joints de chaussée des ponts route – Conception, exécution et maintenance » de 2016 ;
- Le dernier Avis Technique qui rassemble l'ensemble des produits Joints de Chaussée et de Trottoir des Ponts - Route ;
- La circulaire n° 2001-39 du 18 juin 2001 relative à la gestion des déchets du réseau routier national ;

- Les documents cités dans le répertoire des textes et documents techniques essentiels relatifs à la signalisation temporaire édités par le CEREMA et notamment les « Manuel du chef de chantier »

## **ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES**

### **3-1. Tranche(s) optionnelle(s)**

Sans objet.

### **3-2. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes**

#### **3-2.1. Les prix du marché sont hors TVA et sont établis en tenant compte de l'ensemble des prescriptions définies dans les pièces du marché :**

- En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la Sécurité et la Protection de la Santé (SPS), de la notification du marché à la fin du délai de garantie de parfait achèvement ;
- En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant le suivi, le traitement et l'élimination des déchets issus du chantier ;
- En tenant compte notamment des sujétions d'exécution particulières suivantes :
  - la réalisation des travaux sous circulation routière (l'exploitation sous chantier est réalisée par le titulaire selon les contraintes fixées dans l'annexe au CCAP) ;
  - la réalisation des travaux de nuits, de jours fériés et de week-end ;
  - la préparation, l'entretien, la viabilisation, la remise en état des terrains mis à la disposition de l'entrepreneur par le maître d'ouvrage pour ses installations, ses stockages, ses aires de travail ;
  - les autorisations éventuelles pour circuler en Belgique ;
  - les conséquences sur les conditions de circulation (bouchons et ralentissements) des travaux objet du présent marché, compte tenu des restrictions qui seront appliquées par le titulaire ;
  - l'existence des mouvements sociaux connus à la date de la consultation ;
  - l'intervention de l'exploitant sur le réseau en période de viabilité hivernale ;
  - les conditions d'application des mesures de sécurité sanitaire ;
  - les contraintes liées à l'accessibilité aux différentes zones de chantier, notamment les accès via des parcelles privées le cas échéant ;
  - les conditions de circulation autour du chantier liées aux activités commerciales et industrielles ;
  - les dispositions transitoires prévues pour la gestion des eaux d'assainissement de la plate-forme durant les travaux ;
  - la définition et la mise en œuvre des méthodes d'exécution des travaux, qui relèvent de l'entière responsabilité de l'entreprise ;
  - l'ensemble des dispositifs nécessaires à l'élimination de tout risque de projection ou de chute sur les tiers, zones publiques ou privées ;
  - toutes les sujétions liées à l'éventuelle coactivité de plusieurs ateliers du titulaire ;
  - les démarches nécessaires à l'obtention des autorisations administratives pour

l'amenée des fournitures ou l'exécution des travaux ;

- le délai nécessaire à l'exécution du visa et du contrôle extérieur des travaux par le maître d'œuvre ou son représentant ;
  - la présence de réseaux dans les emprises du chantier, notamment le réseau d'éclairage public et de fibre optique de la DIR Nord, ainsi que l'obligation de leur continuité de fonctionnement ;
  - la présence d'un réseau d'appel d'urgence désaffecté.
- En tenant compte des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des ouvrages ci-après extérieurs au présent marché :
    - les travaux d'entretien et d'exploitation sur le réseau routier national ;  
L'exploitant DIR Nord pourra profiter des mesures d'exploitation mis en œuvre par le titulaire pour réaliser ses travaux d'entretien.
    - les travaux d'entretien et d'exploitation sur les voiries locales (métropolitaines, départementales, communales et/ou privées).
  - En considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après :
    - Nombre de jours de gel à -10° C constaté pendant la période correspondant à la durée totale du chantier dans le poste météorologique désigné ci-après et qui a été atteint au moins trois fois dans ce poste pendant la même période au cours des trente années précédant la notification du marché ;
    - La hauteur cumulée des précipitations mesurée pendant la période correspondant à la durée totale du chantier dans le poste météorologique désigné ci-après et qui a été atteinte au moins trois fois dans ce poste pendant la même période au cours des trente années précédant la notification du marché ;
    - La hauteur cumulée des couches de neige pendant la période correspondant à la durée totale du chantier dans le poste météorologique désigné ci-après et qui a été atteinte au moins trois fois dans ce poste pendant la même période au cours des trente années précédant la notification du marché ;
    - La vitesse instantanée maximale du vent pendant la période correspondant à la durée totale du chantier dans le poste météorologique désigné ci-après et qui a été atteinte au moins trois fois dans ce poste pendant la même période au cours des trente années précédant la notification du marché.

La station météo de référence sera choisi en proximité avec le chantier.

Par exemple :

- LESQUIN pour un chantier à Lille.
- REIMS pour un chantier à Reims.

En tenant compte des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des différents lots visés au 1-5 ci-dessus.

En tenant compte des dépenses communes de chantier, si de telles dépenses sont prévues au 3-2.8 ci-après.

**3-2.2. Outre les facilités dont pourrait bénéficier l'entreprise pour l'installation de ses chantiers, en application du 8-4.1 ci-après, le maître d'ouvrage ne fournira aucune prestation à titre gratuit.**

**3-2.3. Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix.**

Tout prix nouveau fait l'objet d'un OS signé du RMO ou d'un avenant dans les conditions fixées à l'article 13 du CCAG.

En l'absence de la décision prévue à l'article 14.4.2 et par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG, le titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au delà du montant du marché sans un avenant ou un OS signé par le RMO dans les conditions de l'article 13 du CCAG.

**3-2.4. Sous-détail ou décomposition supplémentaire de prix**

Pour les prestations supplémentaires ou modificatives pour lesquelles le marché n'a pas prévu de prix, les dispositions de l'article 13 du CCAG s'appliquent compte-tenu des compléments suivants :

Pour permettre au maître d'œuvre d'établir le prix nouveau provisoire, le titulaire lui remet une proposition accompagnée d'un sous-détail de prix pour un prix unitaire ou d'une décomposition de prix pour un prix forfaitaire. Que la prestation soit réalisée par le titulaire ou par un sous-traitant, il devra fournir toute justification utile que lui demandera le maître d'œuvre (sous-détail de prix unitaires du marché, décomposition de prix forfaitaires du marché, devis de fournisseur, tarifs, fiches techniques, etc.) des éléments de base du prix qu'il propose. Le maître d'œuvre pourra corriger ces éléments, c'est le prix nouveau corrigé qui sera notifié.

Tout sous-détail d'un prix unitaire demandé ci-dessus donnera le contenu du prix en distinguant :

- les déboursés ou frais directs ;
- les frais généraux, impôts et taxes autres que la TVA exprimés par des pourcentages des déboursés définis ci-dessus ;
- la marge pour risques et bénéfice exprimée par un pourcentage de l'ensemble des deux postes précédents.

Toute décomposition de prix forfaitaire demandée ci-dessus sera présentée de manière détaillée comprenant, pour chaque nature d'ouvrage ou chaque élément d'ouvrage, la quantité à exécuter prévue par le titulaire et le prix de l'unité correspondant, limité aux déboursés ou frais directs; il sera, en outre, précisé quel est, pour les prix d'unité en question, le pourcentage des frais généraux et impôts et taxes autres que la TVA, ainsi que la marge pour risques et bénéfice exprimée par un pourcentage de l'ensemble des deux postes précédents.

**Les sous-détails et décompositions fournis en cours de marché doivent être cohérents avec ceux fournis dans l'offre remise, en particulier, la marge pour risques et bénéfices et les prix unitaires de moyens et fournitures.**

**3-2.5. Les modalités du règlement des comptes du marché sont les suivantes :**

Les projets de décompte sont présentés conformément au modèle qui est remis au titulaire lors de la notification du marché. Si le marché est passé avec un **groupement qui ne dispose pas d'un compte unique**, les projets de décompte préciseront la répartition des sommes dues à chacun des cotraitants.



Les comptes sont réglés mensuellement ou, par dérogation à l'article 12.1.1 du CCAG, à l'achèvement de chaque commande à condition que le délai d'exécution de celle-ci soit inférieur à 1 mois, et suivant les dispositions de l'article 12.1 et 12.2 du CCAG.

Ce décompte général est établi avec les derniers index de référence connus.

Sous 10 jours à compter de la connaissance des index définitifs, un calcul du solde des révisions est effectué et notifié au titulaire.

Le paiement de ce montant intervient dans le délai défini à l'article 3-2.6 du présent CCAP.

Si le RMO n'a pas notifié le décompte général dans les délais stipulés à l'article 12.4.2 du CCAG, par dérogation au 12.4.4 du CCAG, le titulaire met en demeure le RMO d'y procéder avec copie au maître d'œuvre. L'absence de notification au titulaire du décompte général, signé par le RMO dans un délai de 15 jours à compter de la réception de cette mise en demeure, autorise le titulaire à saisir le tribunal administratif.

Si un sous-traitant du titulaire met en demeure le maître d'ouvrage de lui régler directement certaines sommes qu'il estime lui être dues par le titulaire au titre du contrat de sous-traitance, en application des dispositions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du CCP, le représentant du maître d'ouvrage peut retenir les sommes réclamées sur celles qui restent à payer au titulaire. Les sommes ainsi retenues ne portent pas intérêt.

Si le droit du sous-traitant est définitivement établi, le représentant du maître d'ouvrage paie le sous-traitant et les sommes dues au titulaire sont réduites en conséquence.

### **3-2.6. Modalités de transmission et de paiement**

#### **3-2-6-1 Modalités de transmission des pièces de paiement**

Le terme "facture" désigne dans le présent marché "le projet de décompte"

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L. 2192-1 à L. 2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les titulaires de marchés conclus avec l'Etat.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D. 2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro de marché ;
- Le numéro de SIRET du maître d'œuvre ;
- Le code du service exécutant de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché » ;
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ».

Dans un groupement solidaire, l'ensemble des co-traitants non-mandataires envoie leurs factures au co-traitant mandataire hors Chorus Pro pour validation. Une fois la validation effectuée hors Chorus Pro, le co-traitant mandataire va déposer son projet de décompte mensuel ou final dans Chorus Pro avec la cadre de facturation A4 – Projet de décompte mensuel déposé par un fournisseur. Il devra mettre l'ensemble des demandes de paiement des autres co-traitants

non-mandataires en pièces jointes de sa demande de paiement sur Chorus Pro.

En fonction de leurs choix, les co-traitants seront payés soit sur le compte unique du groupement, à charge pour le mandataire de répartir les fonds, soit directement sur les comptes de chacun des co-traitants.

### **3-2-6.2 Modalités de paiement**

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L. 2192-12 à L. 2192-14 et R. 2192-31 à R. 2192-34 et R. 2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

### **3-2.7. Approvisionnements**

Par dérogation à l'article 10.4 du CCAG, il n'est pas prévu de prise en compte des approvisionnements dans le versement des acomptes.

### **3-2.8. Répartition des dépenses communes de chantier**

Les stipulations du CCAG sont applicables.

## **3-3. Variation dans les prix**

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

### **3-3.1. Les prix sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4.**

### **3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché**

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page 1 du règlement de la consultation. Ce mois est réputé correspondre à celui de la date à laquelle le candidat a fixé son prix remis dans son offre finale.

Ce mois est appelé "mois zéro" ( $m_0$ ).

### **3-3.3. Choix de l'index de référence**

L'index de référence *I* choisi en raison de sa structure pour la révision des travaux faisant l'objet de l'ensemble des lots est :

TP02 : Travaux de génie civil et d'ouvrages d'art neufs ou rénovation

Il est publié :

- sur le site internet de l'INSEE.

### **3-3.4. Modalités de révision des prix**

Le coefficient de révision  $C_n$  est donné par la formule :

$$C_n = I_{n-3} / I_{0-3}$$

avec :

$I_{0-3}$  = Valeur de l'index de référence  $I$  prise au mois d'établissement des prix moins trois mois ;

$I_{n-3}$  = Valeur de l'index de référence  $I$  prise au mois de réalisation des prestations moins trois mois.

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

En complément de l'article 10.5 du CCAG travaux, l'arrondi est appliqué au résultat final.

### **3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée**

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard ont pour objet de réparer un préjudice subi par le maître d'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles. Elles sont situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA :

– Le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le maître d'ouvrage et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;

– Le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant sur la base d'une facture hors taxe et la TVA correspondante est versée au titulaire qui procède à son autoliquidation. Dans le cas particulier de l'avance versée à un sous-traitant à paiement direct, le titulaire doit également auto-liquider la TVA correspondante.

### **3-4. Modalités particulières de paiement**

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par chacun des membres du groupement de la somme à leur payer, compte tenu des modalités de répartition des paiements figurant à l'annexe de l'acte

d'engagement.

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les dispositions suivantes :

- Le sous-traitant transmet une **demande de paiement** via Chorus Pro pour les prestations relevant de son périmètre (cadre de facturation A10) . Le titulaire du marché dispose d'un délai de 15 jours pour la traiter.
- Dans le cadre des marchés de travaux, conformément à l'article 12.5.1 du **CCAG Marchés de travaux**, la **maîtrise d'œuvre** reçoit la demande de paiement du sous-traitant.
- Chorus Pro notifie par courriel au titulaire l'émission d'une demande de paiement d'un sous-traitant.
- Dans tous les cas (acceptation, refus ou non intervention du titulaire dans Chorus Pro dans le délai de 15 jours), la demande de paiement est acheminée à la MOE. ;
- Le maître d'œuvre adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant ;
- Le maître d'ouvrage procède au paiement du sous-traitant dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.6 ci-dessus, compté à partir de la réception par le maître d'ouvrage de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le maître de l'ouvrage de l'avis postal mentionné au troisième alinéa ;
- Le maître d'ouvrage informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant ;
- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au maître d'ouvrage des DC4 modificatifs signés du titulaire et de son sous-traitant ;
- Faute de fournir ces documents (DC4 modificatifs), le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

### **3-5. Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives**

Tout prix nouveau fait l'objet d'une notification par ordre de service qui arrête un montant provisoire. Par dérogation à l'article 13.5 du CCAG, seul l'accord du RMO formalisé par un avenant rend les prix nouveaux provisoires, définitifs.

### **3-6. Augmentation du montant des travaux**

En l'absence de la décision prévue à l'article 14.4.2 et par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG, le titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au-delà du montant du marché sans notification d'un OS préalable du Maître d'œuvre pris avec accord du Maître d'Ouvrage.

Cet OS précise a minima le nouveau montant contractuel global autorisé.

En application de l'article 14.5 le Maître d'œuvre fait part au titulaire de l'estimation

prévisionnelle qu'il fait de ce nouveau montant et des conséquences éventuelles sur le délai d'exécution du marché.

Les travaux qui seront exécutés au-delà de ce nouveau montant contractuel ne seront pas payés.

## **ARTICLE 4. DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES**

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

### **4-1. Durée du marché et délais d'exécution**

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

### **4-2. Prolongation des délais d'exécution propres aux différents lots**

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG, les pénalités de retard ne sont pas plafonnées.

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

### **4-3. Pénalités pour retard d'exécution - Primes d'avance**

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues suite à procédure contradictoire conformément à l'article 19.2.4 du CCAG.

#### **4-3.1. Pénalités pour retard d'exécution**

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG, le titulaire subit, en cas de retard dans l'achèvement des travaux, deux types de pénalités :

- des pénalités par jours calendaires pour les opérations non urgentes ;
- ou des pénalités horaires pour les opérations urgentes.

Chaque jour entamé ou chaque heure entamée donnent lieu à pénalité.

En cas de retard dans l'achèvement des travaux, les pénalités suivantes s'appliquent :

**Route à chaussée séparée** : 1 000 €/jour et 800 €/heure

**Route bi-directionnelle** : 500 €/jour et 300 €/heure

L'application d'une pénalité par jour calendaire ou d'une pénalité horaire dépend du niveau de précision indiqué au bon de commande. Ainsi, si la date de fin des délais d'exécution précise l'heure de remise sous circulation, en cas de retard les pénalités horaires s'appliquent, sinon, seules les pénalités par jour calendaire seront appliquées.

#### **4-3.2. Pénalités pour retard d'exécution des délais distincts**

Dans le cas d'un bon de commande à délai distinct et par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG, le titulaire subit, en cas de retard dans l'achèvement des travaux des pénalités par jours calendaires.

Chaque jour entamé ou chaque heure entamée donnent lieu à pénalité.

En cas de retard dans l'achèvement des travaux, les pénalités suivantes s'appliquent :

**Route à chaussée séparée** : 1 000 €/jour

**Route bi-directionnelle** : 500 €/jour

Si la date de fin d'un des délais d'exécution distincts n'est pas respectée, les pénalités par jour calendaire seront appliquées pour chaque délai où le titulaire est en infraction.

#### **4-3.3. Primes d'avance**

Sans objet.

#### **4-4. Autres pénalités**

Les dispositions des articles 19.1.3 et 19.2.4 du CCAG s'appliquent à toutes les pénalités autres que retard d'exécution, sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire, à l'exception de l'article 4-4.5 qui fera l'objet d'une mise en demeure.

#### **4-4.1. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables, compte tenu du complément suivant :

A la fin des travaux, dans le délai d'1 jour compté de la date de la décision de réception, le titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire dans les conditions stipulées à l'article 37 du CCAG, sans préjudice d'une pénalité journalière de :

Lot	Pénalité
Lot 1	500 €
Lot 2	500 €

#### **4-4.2. Documents fournis après exécution**

En cas de retard dans la fourniture des documents telle qu'elle est prévue à l'article 9-5, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 300 €.

Ces stipulations ne s'appliquent qu'aux bons de commande qui prévoient une remise de documents après exécution.

#### **4-4.3. Documents nécessaires à l'exécution du marché**

En cas de non respect des délais fixés à l'article 8-1 ci-après, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 300 €.

#### **4-4.4. Rendez-vous de chantier**

Les comptes-rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise.

Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre.

En cas d'absence à la réunion de chantier le titulaire encourt une pénalité fixée à 300 €.

#### **4-4.5. Clauses sociales**

Dans le cas où le titulaire n'exécute pas son engagement en matière d'insertion, après deux mises en demeure restées infructueuses, des pénalités pourront être appliquées.

- Absence au rendez-vous fixé par la **DIR NORD** autour de la démarche d'engagement et de suivi de la démarche d'insertion suivant la notification du marché en présence du prestataire désigné : 50 € forfaitaire ;
- Absence de transmission d'information trimestrielle sur la mise en œuvre des heures de clause : 50 € forfaitaire ;
- En cas de non-respect des attentes horaires définies dans l'acte d'engagement, pénalité de (60 €) par heure non réalisée.

#### **4-4.6. Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité**

En cas de non respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1-4 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 300 €.

#### **4-4.7. Pénalité pour non respect de la réglementation RGPD**

En cas de non respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.4.3 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 300 €.

#### **4-4.8. Autres pénalités diverses**

##### **A) Plan d'Assurance Qualité :**

En cas de non remise du PAQ, le titulaire se voit appliquer une pénalité fixée à mille euros (1 000,00 €/PAQ).

En cas de retard dans la remise du PAQ, l'une des trois pénalités suivantes sera appliquée :

- le titulaire se voit appliquer une pénalité fixée à deux cents euros (200,00 €) si le PAQ est transmis moins de 15 jours avant le démarrage de travaux.
- le titulaire se voit appliquer une pénalité fixée à quatre cents euros (400,00 €) si le PAQ est transmis moins de 5 jours avant le démarrage des travaux.
- le titulaire se voit appliquer une pénalité fixée à sept cents euros (700,00 €) si le PAQ est transmis le jour du démarrage ou pendant les travaux.

##### **B) Gestion des déchets :**

En cas de non-respect des stipulations concernant l'application du SOSED, l'entreprise en infraction encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à trois cents euros par jour d'infraction (300,00 €/Jour).

##### **C) Emploi d'un BRH :**

L'emploi d'un brise-roche hydraulique (BRH) est soumis à validation du MOE. Des références seront demandées au cas par cas. S'il est constaté, pour la pose du joint à remplacer, l'emploi, sans soumission à la validation du MOE, d'un brise roche hydraulique, quel que soit le type de BRH, le titulaire encourt une pénalité de cent cinquante euros par mètre linéaire de joint déposé (150 €/ml).

##### **D) Essais concernant la résistance des solins :**

Les trois pénalités citées ci-dessous dans le présent article ne sont pas cumulables. L'application de ces pénalités va de pair avec la non-conformité qui engage par ailleurs l'entreprise dans le cadre de la garantie particulière.

Si l'entreprise ne réalise pas les essais ou ne les réalise pas selon la norme NF EN 12 390 et conformément au CCTP (ex : mauvaise réalisation ou conservation des éprouvettes, délais de réalisation des essais non respectés, traçabilité non garantie...) l'entreprise encourt une pénalité de cent cinquante euros par mètre linéaire de joint mis en œuvre sur le chantier (150 €/MI).

Si la résistance des bétons au moment du début du de-balisage est inférieure à 18 Mpa lors des essais d'information définis au CCTP, l'entreprise encourt une pénalité de cent cinquante euros par mètre linéaire de joint mis en œuvre sur le chantier (150 €/MI).

Si la résistance des bétons est inférieure à 35 Mpa lors des essais de contrôle à 28 jours définis au CCTP, l'entreprise encourt une pénalité de cent cinquante euros par mètre linéaire de joint mis en œuvre sur le chantier (150 €/MI).

E) Pénalité pour retard d'intervention :

Le titulaire subit, en cas de retard d'intervention sur des travaux dont le balisage aura été effectué par le maître d'ouvrage et dont l'heure et la date d'intervention auront été fixées en accord avec les services de la DIR Nord une pénalité horaire de cent euros (100 €/Heure) (pas de pénalité si retard inférieur à 30 minutes et 100 € si retard supérieur ou égal à 30 minutes).

F) Pénalité pour démarrage avant la date et l'heure fixée :

En cas de démarrage d'une intervention avant la date et l'heure fixée avec les services de la DIR Nord, l'entreprise en infraction encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à trois cents euros par heure entamée (300€/heure).

G) Hygiène et de sécurité :

En cas de non respect des règles d'hygiène et de sécurité, (tels que stationnement sans surveillance et sans signalisation dans un endroit pouvant être atteint par un véhicule sortant accidentellement de la chaussée – absence de gyrophare (ou de feu à éclats) sur un véhicule ou un engin – non port de baudrier – non respect des normes de sécurité sur bidirectionnelles, bretelles) le titulaire se voit appliquer une pénalité journalière, par infraction, fixée à 300€.

H) Pénalité pour retard d'intervention pour comblement provisoire d'un joint de chaussées :

En cas de déformation du pontage prévu par le prix 205, l'entreprise doit intervenir dans un délai maximum de 6 heures, après demande du maître d'œuvre, pour remettre en état le pontage. Une pénalité fixée à 250 € sera appliquée par quart d'heure de retard.

I) Exploitation sous chantier :

En cas de non-respect des dispositions relatives à la circulation des véhicules d'intervention et de secours dans la zone de travaux, le titulaire encourt une pénalité de 500,00 € par constatation.

En cas de non-respect des itinéraires ou accès de chantier valides l'entrepreneur encourt une pénalité de 500,00 € par constatation.

En cas de défaut de signalisation ou de comportement mettant en danger la sécurité des usagers, l'entrepreneur encourt une pénalité de 500,00 € par constatation.

En cas de défaut de maintenance et d'entretien de la signalisation temporaire, le titulaire encourt une pénalité de 500,00 € par constatation.

En cas de non fourniture d'une copie de la main courante, le titulaire encourt une pénalité de



150,00 € par constatation.

En cas de défaut de patrouille ou d'intervention sur la signalisation temporaire sur demande du maître d'œuvre ou des services d'exploitation et d'entretien, le titulaire encourt une pénalité de 500,00 € par constatation.

En cas de retard d'intervention dans le délai fixe pour la remise en état de la signalisation temporaire sur demande du maître d'œuvre ou des services d'exploitation et d'entretien, le titulaire encourt une pénalité de :

- 400,00 € par constatation puis 150,00 € par demi-heure de retard entamée pour la remise en état d'urgence,
- 300,00 € par constatation puis 100,00 € par demi-heure de retard entamée pour la remise en état totale.

En cas de retard d'un atelier, conduisant au non-respect des contraintes de la notice d'exploitation sous chantier pour la réouverture partielle d'un axe, le titulaire encourt une pénalité de :

- 3000€ par tranche de 15 min commencée pour un basculement de nuit ou de week-end ;
- 3000€ par tranche de 15 min commencée pour une fermeture de branche (liaison entre deux autoroutes) de nuit ;
- 1000€ par tranche de 15 min commencée pour une fermeture d'une bretelle d'accès de nuit ;
- 2000€ par tranche de 15 min commencée par voie neutralisée, pour une neutralisation de voie de nuit.

En cas de défaut de masquage des panneaux de signalisation temporaire (panneaux de prescriptions, panneaux de déviation et panneaux de délestage) après la fin d'une restriction de circulation, le titulaire encourt une pénalité de 500,00 € par constatation et par panneau.

En cas de non-respect du début des horaires de restriction définis dans la notice d'exploitation annexée au présent CCAP, le titulaire encourt une pénalité de 1 000,00 € par constatation.

En cas de retard d'ouverture à la circulation après une restriction de circulation ou un basculement de circulation, sur les différents axes concernés par le présent marché, le titulaire encourt :

- une pénalité de 350€ par tranche de 5 min de retard commencé sur la section courante d'autoroute ou route nationale ;
- une pénalité de 100€ par tranche de 5 min de retard commencé sur les bretelles, routes et giratoires attenants.

Ces pénalités sont encourues dès la première minute entamée de la demi-heure.

En cas de non-respect de toute autre disposition d'exploitation listée à la NESC, au DESC visé par le maître d'œuvre, indiqué à l'arrêté de circulation ou demandée par le MOE, le titulaire encourt une pénalité de 250€ par constatation.

En cas de récidive pour un des points « Exploitation sous chantier » ci-dessus (suite à un premier non respect ayant déjà fait objet d'une constatation du maître d'œuvre), le titulaire encourt une pénalité supplémentaire de 1 000,00 € par constatation.

#### **4-5. Interventions urgentes**

Les interventions urgentes seront effectuées par l'envoi de bon(s) de commande, par messagerie du profil d'acheteur (plate-forme PLACE) ou sur simple appel téléphonique, confirmé par échange de mail par l'une des personnes, habilitées à signer les commandes visées à l'article 1 du présent CCAP, à l'une des personnes désignées à l'article 3-2 de l'acte d'engagement.

Elles concernent les prestations suivantes :

la mise en sécurité d'un joint de chaussée.

Les interventions sont effectuées dans le délai maximal suivant :

- Du lundi 6h00 au vendredi 18h00 : délai de 24 heures.
- Du vendredi 18h00 au lundi 6h00 ainsi que les jours fériés : délai de 48 heures.

Le délai commence à courir à partir de l'appel téléphonique, de la télécopie ou courriel adressé à l'une des personnes désignées à l'article 3-2 de l'acte d'engagement.

### **ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETÉ**

#### **5-1. Retenue de garantie**

Sans objet.

#### **5-2. Avances**

Les avances sont régies par l'option A de l'article 10.1 du CCAG.

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial HT du bon de commande est supérieur à 50 000 € et sa durée d'exécution supérieure à deux mois. Elle n'est due que sur la base du montant des bons de commande diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L. 2191-2 et L. 2191-3 et R. 2191-3 à R. 2191-12 du CCP, à un pourcentage du montant initial TTC du bon de commande du lot si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à ce même pourcentage de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Le pourcentage est fixé à :

Lot	①
Lot 1	20 %
Lot 2	20 %

① % du montant initial TTC du bon de commande du lot.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.6 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du bon de commande du lot.

Conformément aux dispositions des articles R. 2191-11 à R. 2191-12 du CCP, le remboursement de l'avance, effectué par précompte au prorata sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du bon de commande du lot atteint 65 % du montant initial TTC du bon de commande du lot. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur ou égal à 30 %, le

remboursement de l'avance intervient dès la première demande de paiement.

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination et de remboursement du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Les dispositions du présent article s'appliquent, au marché reconductible, sur le montant de la période initiale et aux marchés reconduits, sur le montant de chaque reconduction.

Conformément aux articles L. 2191-2 et L. 2191-3 et R. 2191-3 à R. 2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RMO. Le montant de cette avance est calculé sur le montant TTC des prestations sous-traitées. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

## **ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS**

### **6-1. Provenance des matériaux et produits.**

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître d'œuvre avec tous les documents justificatifs, au minimum un mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

### **6-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt**

Sans objet.

### **6-3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits**

**6-3.1.** Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG et du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et le titulaire sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité sont assurées par le contrôle interne et externe de l'entreprise.

**6-3.2.** Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction font l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du titulaire ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et le titulaire sur des dispositions différentes, les vérifications et la surveillance sont assurées par le contrôle interne et externe de l'entreprise.

### **6-4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage.**

Sans objet.

## **ARTICLE 7. RÉALISATION DES TRAVAUX À PROXIMITÉ DES RÉSEAUX ET IMPLANTATION DES OUVRAGES**

### **7-1. Déclaration d'intention de commencer les travaux**

Le maître d'ouvrage a réalisé la déclaration de travaux conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est réputé avoir intégré dans son offre et y avoir prévu des prestations qui prennent en compte les contraintes éventuelles de proximité des réseaux existants sur le projet avec les incertitudes de localisation indiquées.

L'apparition, en période de préparation et préalablement au compte-rendu de marquage piquetage, d'écarts entre les récépissés de DICT et les éléments de la consultation, constitue un point d'arrêt. Les parties évaluent l'impact de ces écarts sur le projet, et leurs conséquences contractuelles.

Après analyse des écarts par le titulaire, le maître d'ouvrage l'informerait avant le démarrage des travaux des conditions nouvelles de réalisation et notamment des éventuelles adaptations du projet assurant sa compatibilité avec la configuration la plus récente des réseaux tiers existants. Les opérations de marquage-piquetage prendront en compte ces éléments.

Le titulaire doit adresser une DICT à chaque exploitant indiqué par le guichet unique dans un délai de dix jours (hors jours fériés) à compter de la date de démarrage de la période de préparation. En l'absence de réponse par un exploitant dans un délai de neuf jours (hors jours fériés) à compter de la date d'envoi de la DICT, le titulaire devra le relancer en lui adressant à nouveau la DICT par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le titulaire devra renouveler la DICT dans le cas où un délai de plus de trois mois s'écoulerait entre la consultation du télé-service et le commencement des travaux annoncés dans la DICT, ou en cas d'interruption des travaux pendant plus de trois mois.

Le titulaire doit tenir en permanence sur le chantier, pendant toute sa durée, les DICT et ses récépissés imprimés dans le bon format.

### **7-2. Autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR)**

Le titulaire doit s'assurer que tous ses salariés et ceux de ses sous-traitants intervenant à proximité de ces réseaux, y compris les conducteurs d'engins de chantier, justifient d'une attestation AIPR « Opérateur ».

Il s'engage à communiquer à la demande du maître d'ouvrage la copie des attestations AIPR de ses intervenants et de ceux de ses sous-traitants.

### **7-3. Réalisation des travaux à proximité de réseaux**

Le titulaire doit effectuer les opérations complémentaires de localisation de réseaux (OCLR) pendant la période de préparation avant tout commencement d'exécution des travaux.

Ces mesures de localisation doivent être géo-référencées. Les points géo-référencés sont exprimés en x y et z dans le système de référence légal en vigueur.

### **7-4. Piquetage général**

S'il y a lieu et avant le commencement des travaux, le piquetage général est effectué par le titulaire contradictoirement avec le maître d'œuvre.

### **7-5. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés**

S'il y a lieu, le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, est effectué, par le titulaire contradictoirement avec le maître d'œuvre qui a convoqué les exploitants des ouvrages.

Le titulaire est tenu de se conformer strictement aux dispositions contenues dans le code de l'environnement, articles R. 554-19 à 554-38 et dans l'arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement relatifs à l'exécution des travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques, de transport ou de distribution.

En cas de rencontre d'ouvrages non repérés, l'entrepreneur titulaire du marché prendra toutes dispositions utiles pour qu'aucun dommage ne leur soit causé. Il préviendra le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre et se mettra en contact, dans les plus brefs délais, avec le concessionnaire intéressé pour étudier avec celui-ci les mesures techniques qu'il compte prendre pour assurer le maintien en service de ce réseau. Le maître d'ouvrage pourra ajourner les travaux et indemniser le titulaire en cas de préjudice dûment prouvé par ce dernier.

En cas de retard de réponses des exploitants de réseaux en cours de chantier, Le maître d'ouvrage pourra ajourner les travaux et indemniser le titulaire en cas de préjudice dûment prouvé par ce dernier.

## **ARTICLE 8. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX**

### **8-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux**

En complément de l'article 28.1 du CCAG la prolongation de la période de préparation par ordre de service du maître d'œuvre ne peut intervenir qu'après accord express du maître d'ouvrage.

Par dérogation aux articles 28.1 et 28.2 du CCAG, les conditions particulières relatives à la période de préparation et au programme d'exécution des travaux seront précisées, s'il y a lieu, à l'occasion de chaque commande.

Le titulaire doit établir et présenter au visa du maître d'œuvre le SOGED, dans le délai de 15 jours à compter de la notification du bon de commande.

Les mesures particulières concernant la Sécurité et la Protection de la Santé (SPS) seront précisées, s'il y a lieu, à l'occasion de chaque commande.

Lorsque le bon de commande concerne une opération de catégorie 1 ou 2, les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) sont fournis au coordonnateur SPS dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

Lorsque le bon de commande concerne une opération de catégorie 3 présentant des risques particuliers inscrits sur la liste fixée par l'arrêté prévu à l'article L. 4532-8 du code du travail, les Plans Particuliers Simplifiés de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSSPS) sont fournis au coordonnateur SPS dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

Établissement, à partir des éléments contenus dans le présent CCAP (et son annexe NESC) et les documents techniques du présent dossier, du **dossier d'exploitation sous chantier (DESC)** (notice et plans), et présentation au visa du maître d'œuvre au plus tard 30 jours avant le démarrage des travaux.

### **8-2. Etudes d'exécution des ouvrages**

Les conditions d'établissement des études d'exécution des ouvrages seront, s'il y a lieu, précisées à l'occasion de chaque commande.

### **8-3. Echantillons - Notices techniques - Procès verbal d'agrément**

Le titulaire est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons, notices techniques et procès verbaux d'agrément demandés par le maître d'œuvre et ce dans les délais prévus par celui-ci.

### **8-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers**

Pour l'application des articles 31 à 34 du CCAG, le titulaire doit tenir compte des compléments suivants :

#### **8-4.1. Installation des chantiers de l'entreprise**

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

#### **8-4.2. Lieux de dépôt des déblais en excédent**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

#### **8-4.3. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)**

##### **A - Principes généraux**

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur SPS.

L'intervenant qui a déplacé un dispositif de sécurité collectif, a l'obligation et la charge de le remettre en place immédiatement.

Les dispositifs de sécurité (échafaudage de façade, filet de protection, etc.) mis en place par un intervenant pour l'exécution de ses prestations spécifiques ne peuvent être déplacés ou modifiés que par celui-ci.

Ces installations restent sur le chantier tant qu'elles sont nécessaires à un corps d'état quelconque dans la limite des calendriers contractuels.

##### **B - Autorité du coordonnateur SPS**

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s), constaté(s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit définir les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

##### **C - Moyens donnés au coordonnateur SPS**

###### **1. Libre accès du coordonnateur SPS**

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

###### **2. Obligations du titulaire**

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé ;
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- Dans les 5 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants, il tient à sa disposition leurs contrats ;

- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé demandés par le coordonnateur SPS ;
- La copie des déclarations d'accidents de travail.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé à l'article 2 du présent CCAP.

Le titulaire informe le coordonnateur SPS :

- De toutes les réunions qu'il organise, lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises, et lui indique leur objet ;
- De son/ses intervention(s) au titre de la Garantie de Parfait Achèvement (GPA) ;

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs par le coordonnateur SPS

A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le Registre Journal de la Coordination.

#### **D - Obligation du titulaire vis à vis de ses sous-traitants**

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions du code du travail (4<sup>ème</sup> partie, livre V, titre III) et les stipulations du présent marché relatives à la coordination SPS.

Un Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) par lot est joint en annexe.

Le titulaire s'engage à respecter l'ensemble des mesures qui sont définies par ce document ainsi que ses modifications ultérieures.

#### **8-4.4. Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique**

La signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation publique doit être conforme :

- à l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, définie par l'arrêté du 24 novembre 1967 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;
- au manuel du chef de chantier relatif à la signalisation temporaire sur routes bidirectionnelles (diffuse par le SETRA – édition 2000).
- au manuel du chef de chantier relatif à la signalisation temporaire sur routes à chaussées séparées (diffuse par le Cerema – édition 2020).

Le personnel du titulaire travaillant sur les parties du chantier sous circulation doit être doté d'un baudrier, ou d'un gilet retro-réfléchissant.

Les parties latérales ou saillantes des véhicules opérant habituellement sur la chaussée à l'intérieur du chantier sont marquées de bandes rouges et blanches retro-réfléchissantes.

Les véhicules et engins du chantier progressant lentement ou stationnant fréquemment sur la chaussée doivent être pourvus de feux spéciaux prévus à l'article 122 paragraphe c : matériels mobiles alinéa 2 "feux spéciaux" de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, livre I- 8<sup>ème</sup> partie : signalisation temporaire du 6 novembre 1992.

En cas de visibilité réduite, un ou plusieurs agents munis d'un fanion K1 avertissent les usagers de la présence à proximité, d'obstacles fixes ou mobiles sur la chaussée ou ses dépendances.

**Le balisage de chantier sera mis en œuvre par le titulaire dès lors que les services d'exploitation de la DIR Nord ne seront pas en mesure de le faire.**



**La signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation publique doit être conforme à la « NESC études » ou notice d'exploitation sous chantier études » annexée au présent CCAP.** La « NESC » définissent l'ensemble des clauses contractuelles qui s'appliquent au titulaire du marché de travaux, en ce qui concerne l'exploitation sous chantier.

Pendant toute la durée du bon de commande (y compris les périodes de préparation), lorsque la signalisation du balisage est à la charge d'une entreprise désignée par l'exploitant, la fourniture, la mise en place, la maintenance, la dépose et le repliement de la signalisation temporaire sont à la charge de l'entreprise de balisage. Les prestations comprennent notamment : balisage des travaux, restrictions de circulation, signalisation d'information des usagers, protection des zones de chantier, balisage des itinéraires de déviation.

Le phasage de travaux sera établi par le titulaire dans le respect des contraintes stipulées dans la « NESC études » puis présenté à l'agrément du maître d'œuvre.

L'exploitation sous circulation sera conforme à la notice d'exploitation sous chantier (NESC) présent en annexe.

#### **8-4.5. Maintien des communications et de l'écoulement des eaux**

Les stipulations du CCAG sont applicables.

#### **8-4.6. Démolition de constructions**

Les stipulations du CCAG sont applicables.

#### **8-4.7. Emploi d'explosifs- Engins explosifs de guerre– Matériaux dangereux**

L'emploi des explosifs est interdit.

#### **8-4.8. Dégradations causées aux voies publiques**

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG, le titulaire supporte toutes les charges inhérentes aux dégradations qu'il a causées sur les voies publiques.

### **8-5. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé**

Sans objet.

### **8-6. Registre de chantier**

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG, il n'est pas prévu de registre de chantier.

### **8-7. Prescription pour la rédaction du SOSED**

La totalité des matériaux, issus des opérations de remplacement ou de réparation des joints de chaussée et de trottoir sera amenée hors de la zone des travaux pour être soit éliminée, soit recyclée aux frais de l'entrepreneur.

L'entrepreneur doit tenir compte de la circulaire n° 2001-39 du 18 juin 2001, et celle conjointe du Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement et du Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement, en date du 15 février 2000, relative à la planification de la gestion des déchets de chantier du bâtiment et des travaux publics, dans le cadre de la mise en œuvre des objectifs de la loi du 13 juillet 1992.

Cette dernière pose notamment l'obligation de recycler et de valoriser au maximum les matériaux, déchets ou sous-produits issus de l'ensemble du secteur d'activité du bâtiment et des travaux publics, dans le respect des exigences technologiques, environnementales et de santé publique ; seuls les déchets non valorisables seront éliminés, si nécessaire après traitement, la mise en décharge étant limitée aux seuls déchets ultimes.

## **ARTICLE 9. CONTROLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX**

### **9-1. Vérification des matériaux et produits - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux**

#### **9-1.1. Vérification des matériaux et produits – Essais et épreuves**

Les essais et épreuves de matériaux et produits prévus par les normes homologuées, les fascicules intéressés du CCTG ou du CCTP sont réalisés dans les conditions fixées par le CCTP à la diligence et aux frais du titulaire.

Les essais et épreuves de matériaux et produits non prévus au CCTP et demandés par le maître d'œuvre sont à la charge du maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 24.7 du CCAG, en cas de résultats non conformes aux exigences du CCTP, leur coût est supporté par le titulaire.

#### **9-1.2. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux**

Les essais et contrôles d'ouvrage ou parties d'ouvrages prévus par les normes homologuées, les fascicules intéressés du CCTG ou du CCTP sont réalisés dans les conditions fixées par le CCTP à la diligence et aux frais du titulaire.

Les essais et contrôles non prévus au CCTP et demandés par le maître d'œuvre sont à la charge du maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 38 du CCAG, en cas de résultats non conformes aux exigences du CCTP, leur coût est supporté par le titulaire.

### **9-2. Réception**

#### **9-2.1. Réception des ouvrages**

Les stipulations du CCAG sont applicables, compte tenu des compléments suivants :

- Une réception est effectuée à l'issue de chaque commande.

Par dérogation aux articles 41.1.2 et 41.1.3 du CCAG, dans le cas où le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage n'ont pas fixé la date des opérations préalables à la réception, la réception ne sera pas acquise.

#### **9-2.2. Réceptions partielles**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

### **9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

#### **9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

#### **9-5. Documents fournis après exécution**

Le contenu du dossier des ouvrages exécutés (DOE) est fixé comme suit :

- Les plans d'exécutions conformes aux ouvrages exécutés ;
- Les notices de fonctionnement ;
- Les prescriptions de maintenance ;
- Les notes de calculs ;
- Les fiches de suivi et de non-conformité ;
- La totalité des procès-verbaux d'essais.

Les bons de commande précisent les documents à fournir après exécution ainsi que les modalités particulières de leur remise.

Le titulaire remet au maître d'œuvre tous les documents, sous format numérique. Seuls les formats et caractéristiques des fichiers informatiques suivants seront acceptés : Les plans seront remis sous le format : dwg, dxf pour Autocad, les autres documents, ppt, doc, xls, pour Microsoft Office sxw, sxc, odc, odp, odt, pour LibreOffice, pdf - ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites

#### **9-6. Délai de garantie**

**Par dérogation à l'article 44.1 du CCAG, le titulaire garantit le Maître de l'Ouvrage contre tout défaut des joints de chaussée et de trottoirs pendant un délai de cinq (5) ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.** Cette garantie engage le titulaire, pendant le délai fixe, à effectuer ou à faire effectuer à ses frais - y compris frais d'exploitation induits-, sur simple demande du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage, dans le délai de deux (2) mois, toutes les recherches sur l'origine des défauts et réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux désordres qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou des matériaux employés ou des conditions d'emploi ou du fonctionnement de l'ouvrage.

S'agissant de la bonne tenue des solins et des joints, si les essais réalisés tels que prévus au CCTP ont révélé une résistance inférieure aux seuils requis, cette garantie particulière s'appliquera automatiquement dès lors que des dégradations sont constatées et impliquent une réparation.

**Concernant les travaux de réparation prévus au marché, le titulaire garantit toutes les réparations effectuées, y compris dans le cadre de la garantie susvisée, pendant un délai de deux (2) ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.** Cette garantie engage le titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer ou à faire effectuer à ses frais – y compris frais d'exploitation induits -, sur simple demande du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage, dans le délai de deux (2) mois, toutes les recherches sur l'origine des défauts et réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux désordres qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou des matériaux employés ou des conditions d'emploi ou du fonctionnement de l'ouvrage.

Les frais d'exploitation liés à la réalisation de ces travaux seront facturés à l'entreprise.

Tous les frais liés à la réparation dans le cadre de la garantie sont à la charge de l'entreprise (balisage, déviation, SH, enrobés...) Les frais d'exploitation seront facturés à l'entreprise. En cas

de dégradation présentant un danger pour les usagers, l'entreprise doit intervenir dans le délai demandé par le maître d'œuvre.

## **9-7. Garanties particulières**

### **Garantie particulière d'étanchéité**

L'entrepreneur garantit le maître d'ouvrage, dans les conditions définies ci-après, contre tout défaut de raccord à la chape d'étanchéité se manifestant sur les parties d'ouvrage suivantes :

- about de tablier ;
- mur garde grève ;
- drainage ;
- trottoir ;

pendant un délai de trois (3) ans à partir de la date de réception des travaux correspondants, dans les mêmes conditions que celles reprises à l'article 9-6 ci-avant. Cette garantie engage le titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du maître d'ouvrage, toutes les recherches sur l'origine des fuites et les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution.

## **ARTICLE 10. RESILIATION**

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RMO des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, le maître d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 50.31.h du CCAG.

Par dérogation à l'article 50.31 du CCAG :

- L'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable, la résiliation du marché pour faute du titulaire, par décision du RMO, aux frais et risques du déclarant.
- Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et 8 du code du travail conformément aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du CCP ou aux articles D. 8254-2 à 5 du code du travail, le maître d'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, faire exécuter les prestations à ses frais et risques.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le maître d'ouvrage peut résilier le marché pour ce motif, conformément aux articles L. 2195-1 à L. 2195-6 du CCP et dans les conditions de l'article 51.1.2 du CCAG.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en sauvegarde, en redressement judiciaire ou en liquidation judiciaire conformément à l'article L. 2195-4 du CCP, le maître d'ouvrage peut résilier le marché dans les conditions de l'article 50.1.2 du CCAG.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître d'ouvrage.

Dans le cas où le maître d'ouvrage résilie pour motif d'intérêt général, le pourcentage d'indemnisation prévu au premier alinéa de l'article 50.4 du CCAG est fixé à 5%.

Dans le cadre d'une résiliation nécessitant l'inventaire des matériaux approvisionnés ainsi que l'inventaire descriptif du matériel et des installations de chantier, le titulaire, ou ses ayants droits, tuteur, administrateur, ou liquidateur seront convoqués par lettre recommandée avec avis de réception postale ou sous forme électronique dans les conditions fixées à l'article 1-3.10 ci dessus.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L. 8222-6 du code du travail le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non respect des articles L. 8221-3 à L. 8221-6 sur le travail dissimulé.

## **ARTICLE 11. CLAUSE D'INSERTION PAR L'ÉCONOMIE**

### **11-1 Le principe**

Afin de promouvoir l'emploi et favoriser l'insertion, le marché fait l'objet de dispositions sociales et économiques particulières.

#### **Les publics éligibles**

Pour ces lots, les candidats s'engagent à réaliser une action d'insertion de personnes rencontrant des difficultés professionnelles et/ou sociales particulières et répondant à l'une des catégories suivantes.

- Des demandeurs de longue durée (plus de 12 mois d'inscription à Pôle Emploi), et ayant travaillé moins de 610 heures sur les 12 derniers mois ;
- Des bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active et autres minimas sociaux (ASS, Al...);
- Les publics reconnus travailleurs handicapés avec une RQTH à jour et validée par la MDPH du département ;
- Les jeunes de moins de 26 ans, de niveau inférieur ou égal au niveau 3, sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi ;
- Les jeunes de moins de 26 ans, diplômés, de niveau supérieur au niveau 3, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi connu du Service Public de l'Emploi ;
- Les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans et ayant des difficultés d'insertion professionnelle ;
- Les personnes salariées (hors mises à disposition au sein des entreprises attributaires) par

une structure de l'Insertion par l'Activité Economique définies à l'article L. 5132-4 du Code du Travail.

En outre, le facilitateur peut valider l'éligibilité d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières.

Il sera demandé aux entreprises de prendre en considération de manière particulière les candidatures qui lui seront transmises par le facilitateur et ses partenaires territoriaux.

L'éligibilité ne peut être validée, par délégation du Donneur d'ordre que par le facilitateur mandaté sur ce marché et en amont de toute prise de poste.

#### **11-1.1 Volume d'heures de travail réservées**

Il leur sera réservé obligatoirement, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, un volume d'heure minimum à consacrer à l'insertion.

**Sur chacun des lots du marché, le titulaire s'engage pour l'exécution sur la durée d'exécution totale du présent Marché (y compris la période de reconduction) à réaliser un volume d'heures réservé à l'insertion de cinquante (50) heures par tranche de cent mille (100 000) euros H.T de commandes facturées, pour un ensemble de commandes atteignant le seuil de 300 000 € HT.**

Ces heures sont additionnées au fur et à mesure de l'émission des bons de commande.

Si le nombre de prestation réalisée sur la période du marché est inférieure à 300 000 €, aucune heure d'insertion ne sera exigée à l'entreprise adjudicataire. A partir 300 000 € de commande, l'entreprise devra consacrer 150 heures de travail à une personne éloignée de l'emploi et 50 heures supplémentaires par tranche de 100 000 €.

**La mise en œuvre de l'action d'insertion entre en application lorsque le montant cumulé des bons de commande est égal ou supérieur à 150 heures. Toutefois, le titulaire est libre d'engager une action d'insertion sociale en deçà de ce seuil de commande et au moment qu'il juge opportun.**

**Dans le cas où une même entreprise serait titulaire de plusieurs lots, le calcul de la volumétrie de la clause sociale sera réalisé sur la totalité du volume des commandes.**

#### **11-1.2 Comptabilisation des heures**

Les heures comptabilisées sont les suivantes :

- les heures travaillées rémunérées ;
- les heures de formation réalisées en contrat en alternance, en CDPI et CIPI (si les formations préalables sont suivies de missions chez le titulaire) ou en période de professionnalisation ;
- les congés payés, pris à l'occasion de ce marché ;
- les jours fériés, pris sur ce marché ;
- les jours d'intempéries (sauf si l'organisme extérieur paie sans facturer auprès de l'entreprise) ;
- les arrêts maladie, pris à l'occasion de ce marché ;
- les accidents de travail ;
- les congés exceptionnels (paternité...).

En cas d'arrêt maladie et d'accident du travail, il est demandé à l'entreprise concernée d'informer le facilitateur afin d'étudier les modalités de remplacement

Durant l'exécution du marché, un bilan de l'engagement d'insertion sera réalisé pour tenir compte de l'évolution des salariés en insertion et adapter, si nécessaire les modalités d'insertion au présent marché.

### **11-1.3 Durée d'éligibilité des publics et comptabilisation des heures**

#### **11-1.3.1 La règle générale**

À compter de sa première embauche dans une entreprise, quelle que soit la nature du contrat, la personne recrutée en application d'une clause sociale d'insertion dans un marché reste éligible au dispositif des clauses sociales, pour une durée de 24 mois sous la réserve des conclusions de l'évaluation annuelle du parcours d'insertion et notamment celles relatives à ses acquis professionnels et socio-professionnels, par le dispositif territorial de gestion des clauses sociales d'insertion animé par le facilitateur et composé des organismes prescripteurs et des partenaires emploi / insertion.

La comptabilisation des heures ne peut se faire que sur la période effective de réalisation du marché.

#### **11-1.3.2 Les cas particuliers**

Si dans la continuité d'un contrat à durée déterminée ou d'une mise à disposition, l'entreprise embauche en contrat à durée indéterminée le salarié en insertion au cours de la deuxième année, les heures de travail réalisées par le salarié seront comptabilisées au titre des heures d'insertion dues par l'entreprise pendant 12 mois supplémentaires à compter de la date de signature du contrat à durée indéterminée.

### **11-1.4 Modalités de réalisation**

Dans le cadre de leurs engagements, plusieurs formes de réalisation sont proposées aux entreprises attributaires.

Toutes les heures, selon l'une ou les différentes modalités mobilisées, ne peuvent être comptabilisées que sur les contrats commençants a posteriori de la date d'attribution du marché ou du premier ordre de service et affectées obligatoirement à la réalisation dudit marché.

**L'éligibilité est liée au statut de la personne et non à la modalité de réalisation.**

#### **Modalité n°1 : Embauche directe**

Elle peut se traduire par le recrutement direct : CDI, CDD, contrats en alternance (apprentissage ou professionnalisation) ...

#### **Modalité n°2 : La mise à disposition de personnel**

L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à disposition des salariés en insertion durant la durée du marché.

Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), d'une association intermédiaire (AI), d'une Entreprise Adaptée de travail Temporaire (EATT), d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), ou d'une Entreprise de travail temporaire (ETT), ...

### **Modalité n°3 : Recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une structure d'insertion par l'activité économique (SIAE) ou d'un ESAT ou d'une EA**

Dans le cadre de la co-traitance, l'entreprise classique et la structure d'insertion répondent en commun à la présente consultation. Elles s'engagent conjointement non seulement sur l'ensemble des travaux mais aussi sur l'objectif d'insertion et la répartition de celle-ci.

Il est possible d'opter pour l'une ou l'autre de ces formules ou une combinaison de celles-ci : Il est ainsi possible de recourir à la mise à disposition de personnels, suivi d'un contrat de travail directement porté par le titulaire. Les personnes en insertion devront être intégrées dans les équipes de travail sur des postes productifs ou d'appui à la réalisation du présent marché (administratif, commercial, logistique, ...).

#### **11-1.5 En cas de recours à la sous-traitance**

En cas de sous-traitance, le titulaire s'engage à informer le facilitateur et la **DIR NORD** afin de recueillir au préalable leur validation quant à la répartition de la volumétrie d'insertion.

Le titulaire est tenu de faire respecter la condition d'exécution relative à l'insertion par son sous-traitant. La part sous-traitée ne pourra en aucun cas excéder la volumétrie définie à l'article « *Volumes d'heures de travail réservées* ».

En tant que titulaire, il reste responsable de l'exécution du marché et de l'obligation d'insertion.

#### **11-1.6 Globalisation**

Le titulaire du marché peut solliciter, auprès du donneur d'ordre et/ou du facilitateur mentionné dans les définitions du présent CCAP, la globalisation des heures d'insertion au cas où il est attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause sociale d'insertion.

La demande est étudiée par le facilitateur et la **DIR NORD**. Elle peut être recevable par le facilitateur et la **DIR NORD** si la mesure est favorable au parcours du salarié en insertion.

En tout état de cause, cette demande doit être faite préalablement à la prise de poste du salarié et les heures d'insertion, réalisées dans le délai d'exécution de chacun des marchés concernés, sont affectées au niveau du décompte, à chacun des marchés concernés, à due proportion.

## **11-2. L'accompagnement de l'insertion**

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, la **DIR NORD** a mis en place une procédure spécifique d'assistance, gérée par :



**200 rue de Roubaix 59200 Tourcoing**

**Contact : M. Hugo VANDAMME**

**03 20 28 82 20 / 06.33.33.22.40**

**[hvandamme@lamelt.fr](mailto:hvandamme@lamelt.fr)**

En fonction de la localisation géographique du titulaire et de la localisation de l'exécution du marché, la structure citée (ici, la Mission Emploi Lys-Tourcoing) peut orienter l'entreprise vers un autre facilitateur clause plus pertinent, pour apporter un accompagnement de proximité.

Cette mission de facilitation a, entre autres, pour objectif :

Durant l'appel d'offre :

- D'informer les entreprises candidates pendant la préparation de leur offre, en matière de dispositif d'insertion.

Durant la durée du marché

- De rappeler les modalités de mise en œuvre de la clause d'insertion ;
- D'accompagner les entreprises pour leur recrutement lié à l'obligation de réaliser leurs heures d'insertion (définition d'un profil de poste, d'un processus de recrutement, positionnement des publics prioritaires...) ;
- De favoriser l'insertion professionnelle des publics prioritaires (montée en compétences et en qualification, construction de parcours professionnel...) ;
- De suivre l'application de la clause pour la **DIR NORD** ;
- Faciliter les relations entre la **DIR NORD**, l'entreprise titulaire, les opérateurs économiques concernés et les publics en insertion.

### **11-3. Modalités de contrôle**

#### **11-3.1 Dispositions générales**

Il sera procédé au contrôle de l'exécution des actions d'insertion pour lesquelles le titulaire s'est soumis.

A cet effet, le facilitateur produira, à la demande du donneur d'ordre ou de l'entreprise, les renseignements relatifs à la mise en œuvre de la clause.

Le défaut d'information de la part du titulaire entraîne l'application d'une pénalité prévue à l'article 4-4.5 du présent CCAP.

Le titulaire fournira (sous huitaine ou quinzaine, maximum) tous les renseignements utiles propres à permettre le contrôle de l'exécution de la mise en œuvre de l'action d'insertion.

Le titulaire est tenu d'envoyer les pièces justificatives demandées par la **DIR NORD** ou le facilitateur, y compris en cas de sous-traitance. Toute absence d'envoi ou un envoi partiel sera considéré comme une faute pouvant donner lieu à la résiliation du bon de commande ou du marché, sans préjudice des pénalités prévues à cet effet dans le présent CCAP.

#### **11-3-2 Difficultés d'exécution, notamment d'ordre économique**

En cas de difficultés, le titulaire doit, sous huit jours calendaires suite à la déclaration de sa situation auprès des instances prévues à cet effet, informer la **DIR NORD** et le facilitateur par

courrier recommandé avec accusé de réception, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement. Dans ce cas, le facilitateur étudie avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir, si possible, aux objectifs.

En cas de manquement du titulaire à son engagement d'insertion, la **DIR NORD** peut procéder à la résiliation du bon de commande ou du marché dans les conditions prévues dans le présent CCAP.

Lorsque le titulaire rencontre des difficultés d'ordre économique et qu'il est tenu de recourir au chômage partiel de toute ou partie de ses salariés, il en informe sans délai la **DIR NORD** et le facilitateur.

A ce titre il produit au facilitateur une copie de la « décision d'attribution d'une allocation spécifique » délivrée par la DREETS qui fixe la durée et le volume maximum autorisé ou une copie de la « convention de chômage partiel ».

Après réception de la demande et des justificatifs, le facilitateur procède à l'instruction de la demande et précise la période de suspension des stipulations de la clause d'insertion sociale. Dès lors et sous réserve de justification, le titulaire peut bénéficier de la suspension de l'application des stipulations de la clause d'insertion sociale si les fonctions impactées par la mesure de chômage partiel correspondent à celles prévues au marché.

Par ailleurs, la durée de la mesure de chômage partiel doit intervenir pendant la durée d'exécution effective du marché.

Ainsi le titulaire ne peut prétendre à la suspension de l'application de la clause d'insertion s'il a recourt à une sous-traitance pour des tâches visées par la clause d'insertion et que le sous-traitant n'est pas lui-même touché par une mesure de chômage partiel.

### **11-3-3 Défauts de mise en œuvre de l'action d'insertion sociale**

En cas de manquement du Titulaire à son engagement d'insertion et sans préjudice d'une éventuelle procédure de résiliation du Marché aux torts du Titulaire dans les conditions décrites dans le présent CCAP, la **DIR NORD** applique une pénalité dans les conditions définies à l'article « Pénalités ».

### **11-3-4 Règles liées au respect du RGPD**

Le Titulaire est informé que la gestion des données de ces bilans nominatifs est confiée au facilitateur. Ces données sont traitées dans le logiciel « Clause », développé par la société Arche MC2 à la demande de la Mission Emploi Lys-Tourcoing qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les Bénéficiaires, les représentants du Titulaire, les représentants du **donneur d'ordre**, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application de la clause sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif clause d'insertion.

Le Titulaire ou le facilitateur est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de quarante-huit (48) mois à partir du premier (1<sup>er</sup>) jour de la prise de poste et 24 mois après la fin de la période concernée par le Marché.

Ces données sont destinées au service des clauses d'insertion et aux organismes partenaires emploi / insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches.

Il est possible à tout moment de demander l'accès, la rectification, l'effacement, la portabilité ou la limitation des données vous concernant, ou vous opposer à leur traitement, en contactant le délégué à la protection des données par mél à :

v.houset@emploi-lystourcoing.fr ou par courrier : à l'attention du délégué à la protection des données, M. Vianney HOUSET, Mission Emploi Lys-Tourcoing, 200 rue de Roubaix, BP 50357, 59336 Tourcoing cedex.

Toute personne estimant que le droit à la protection de ses données n'est pas assuré, peut introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 Paris cedex 07. La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement.

#### **11-4. L'insertion à l'issue du marché**

Pendant et à l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à faciliter les contacts des partenaires de l'opération avec les personnes en postes d'insertion et à transmettre les documents nécessaires à l'évaluation du dispositif conformément au présent article.

A l'issue des travaux, l'entreprise titulaire du marché s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion.

### **ARTICLE 12. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants du CCAG travaux (Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux) :

CCAP		
CCAP 2	déroge à l'article	4.1 du CCAG
CCAP 3-2.3	déroge à l'article	14.4.3 du CCAG
CCAP 3-2.5	déroge aux articles	12.1.1 et 12.4.2 du CCAG
CCAP 3-2.7	déroge à l'article	10.4 du CCAG
CCAP 3-3.4	déroge à l'article	10.4.4 du CCAG
CCAP 3-5	déroge à l'article	13.5 du CCAG
CCAP 3-6	déroge à l'article	14.4.3 du CCAG
CCAP 4	déroge à l'article	19.2.1 du CCAG
CCAP 4-2	déroge à l'article	19.2.2 du CCAG
CCAP 4-3.1	déroge à l'article	19.2.3 du CCAG
CCAP 8-1	déroge aux articles	28.1 et 28.2 du CCAG
CCAP 8-4.8	déroge à l'article	34.1 du CCAG
CCAP 8-6	déroge à l'article	28.5 du CCAG
CCAP 9-1.1	déroge à l'article	24.7 du CCAG
CCAP 9-1.2	déroge à l'article	38 du CCAG
CCAP 9-2.1	déroge aux articles	41.1.2 et 41.1.3 du CCAG
CCAP 9-6	déroge à l'article	44.1 du CCAG
CCAP 10	déroge à l'article	50.3.1 du CCAG
CCAP 11-1	Déroge à l'article	20.1.1.1 du CCAG
CCAP 11-1	Déroge à l'article	20.1.1.2 du CCAG
CCAP 11-3-5	Déroge à l'article	20.1.5 du CCAG

